

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]

autorisant le renouvellement du congé de présence parentale à temps partiel

Le [La] ministre [...],

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre III du livre VI de la partie législative ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment le chapitre VII du titre II du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le décret n° 2006-536 du 11 mai 2006 modifié relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat du congé de présence parentale ;

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] autorisant un congé de présence parentale à temps partiel ;

Vu le certificat médical établi par le médecin qui suit l'enfant de [M. / Mme] [Nom] [Prénom] ;

Vu la demande de l'intéressé[e] ;

Considérant que l'intéressé[e] a épousé le nombre de jours de congé de présence parentale accordé avant le terme de la période initiale de 36 mois ouverte à compter du [...],

Arrêt[e] :

Article 1er : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], en qualité de stagiaire, bénéficie du renouvellement de son congé de présence parentale sous forme d'un temps partiel d'une durée égale à [...]% de la durée à temps plein, au titre de son enfant, [[Nom de l'enfant] [Prénom de l'enfant], né le [...]], à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.

Article 2 : Ce congé est limité à 310 jours ouvrés sur une période maximale de 36 mois à compter du [...]. Conformément à l'article L.632-2 du code général de la fonction publique, ce congé n'est pas renouvelable.

Article 3 : L'intéressé[e] peut modifier les modalités choisies de son congé de présence parentale. Dans ce cas, [il (elle)] en informe par écrit l'autorité dont [il (elle)] relève, avec un préavis d'au moins quarante-huit heures. Ce délai ne s'applique pas en cas de dégradation soudaine de l'état de santé de l'enfant ou en cas de situation de crise nécessitant la présence immédiate du parent.

- Article 4** : Durant cette période, l'intéressé[e] perçoit une rémunération correspondant aux [...] [...] du traitement et, le cas échéant, de l'indemnité de résidence, ainsi que, [s'il (si elle)] en perçoit, des primes et indemnités de toutes natures afférentes à son grade et à l'échelon auquel [il (elle)] est parvenu[e], à l'exclusion des prestations à caractère familial et social. Le cas échéant, le supplément familial de traitement est aussi versé en proportion mais ne peut être inférieur au montant minimum versé aux fonctionnaires travaillant à temps plein ayant le même nombre d'enfants à charge.
- Article 5** : Sous réserve des dispositions de l'article L. 9 du code des pensions civiles et militaires de retraite susvisé, l'intéressé[e] acquiert des droits à la retraite.
- Article 6** : La date de fin de la durée statutaire du stage [du (de la)] fonctionnaire est augmentée en proportion du nombre de jours ouvrés et, le cas échéant, de demi-journées de congé de présence parentale qu'[il (elle)] a utilisés.
- Article 7** : Cette période est prise en compte pour son intégralité, en cas de titularisation de l'intéressé[e], dans le calcul des services retenus pour le classement et l'avancement.
- Article 8** : L'intéressé[e] peut mettre fin à tout moment à son congé de présence parentale sous réserve d'en informer son administration au moins quinze jours avant la date de fin souhaitée du congé.
- Article 9** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Article 10** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]